

## Le diplomate de l'ONU Jamal Benomar, bête noire du pouvoir burundais

RFI, 27-02-2017 Le gouvernement de Pierre Nkurunziza s'en prend violemment depuis quelques jours à Jamal Benomar (photo), conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU sur la résolution des conflits, et désigné pour suivre particulièrement le cas du Burundi. Le pouvoir l'accuse d'avoir « induit en erreur » volontairement António Guterres avec un nouveau rapport sur le pays, qui fait part de son inquiétude de voir le président Pierre Nkurunziza vouloir briguer en 4e mandat. Ce n'est pas la première fois que ce diplomate onusien est dans le collimateur du pouvoir burundais, qui l'avait déjà récusé en octobre 2016.

Le président Pierre Nkurunziza avait écrit personnellement au secrétaire général de l'époque pour lui dire qu'il ne voulait plus de Jamal Benomar, de manière plutôt diplomatique. Quatre mois plus tard, le ton est devenu péremptoire. L'ambassadeur du Burundi à l'ONU rappelle à António Guterres dans son courrier que le président burundais avait exigé « que ce remplacement soit opéré dans les meilleurs délais possibles ». L'ONU n'a pas donné suite, car le secrétaire général n'a pas à consulter les pays membres lorsqu'il s'agit du choix de ses conseillers spéciaux, d'autant, explique un diplomate onusien, qu'il s'agit « de compétences qui vont au-delà du seul Burundi ». Il estime qu'il s'agit sans doute d'une manœuvre de diversion destinée à masquer le fait que le pouvoir Nkurunziza est « en guerre contre le système des Nations unies ». Commission d'enquête sur les violations déclarée persona non grata, suspension de toute collaboration avec le bureau des droits de l'homme au Burundi, menaces et restrictions de mouvements pour les personnels des agences qui sont dans le pays... Bujumbura a multiplié les gestes d'hostilité au cours des derniers mois, qui tendent à paralyser l'action onusienne dans ce pays en crise. Mais le cas Benomar pourrait trouver une solution d'ici peu, car tous les envoyés et conseillers spéciaux en place devraient démissionner le 31 mars, comme il est de tradition à l'ONU, afin de laisser le nouveau secrétaire général libre de ses choix. Ce sera probablement l'occasion de régler la question, mais de nombreux diplomates ne se font guère d'illusion. Ils rappellent que Jamal Benomar est le 5e représentant de l'ONU récusé par le gouvernement burundais depuis une décennie. 2017-02-27 09:25:08